

# L'ancien et le nouveau

*Nos lecteurs se rappellent que dans notre numéro 98 du 21 avril 1962, Jean Poperen, commentant les résultats du référendum avait prolongé son analyse par des réflexions sur les tâches relatives au développement du Parti.*

*Les idées qu'il avait exprimées ont suscité un grand intérêt chez nos militants. Elles méritent, en effet, un débat entre nous.*

*Nous commençons aujourd'hui la publication des réflexions que le même sujet a inspiré à Serge Mallet (dont la deuxième partie paraîtra dans notre prochain numéro).*

**D**ANS « Tribune Socialiste » du 21 avril, Jean Poperen a mis l'accent — à partir d'une analyse localisée des résultats du référendum — sur la nécessité de « porter l'organisation (du Parti) au niveau de notre influence ». C'est là un souci particulièrement urgent en cette période : je veux dire au moment où la liquidation progressive du conflit algérien risque, dans le climat actuel, de mettre en veilleuse le processus de politisation des masses amorcé au cours de ces derniers mois. Il devrait animer l'ensemble des cadres et militants de notre Parti. Ne nous faisons en effet aucune illusion : le prestige que le P.S.U. a pu acquérir auprès de certaines couches de la population, par la fermeté et le réalisme politique qu'il a manifesté dans la lutte pour la paix en Algérie, ne conduira à de nouveaux succès, ne sera — je m'excuse de ce terme de cuisine, mais il dit ce qu'il veut dire — « exploitable politiquement » que si nous sommes en mesure de transcrire les sympathies et les influences acquises en « réalités organisationnelles ».

Le temps pour ce faire nous est parcimonieusement compté et le peu de moyens dont nous disposons facilitera largement l'exploitation par les vieilles formations des luttes auxquelles nous les avons contraints par nos initiatives. Pour bien des militants venus récemment au P.S.U., l'arbre de la guerre d'Algérie cache trop la forêt. Le P.S.U. n'est pas le « parti de la lutte pour la paix en Algérie ». Ou plutôt, il n'est pas que cela : cette bataille, qu'il a eu raison de mener prioritairement à toutes les tâches, n'est qu'un aspect de notre lutte

d'ensemble pour donner à la France un régime nouveau, pour créer les conditions de cette entreprise encore jamais réussie : instaurer le socialisme là où il peut s'épanouir dans les conditions les meilleures, dans un pays capitaliste économiquement développé.

S'il en était autrement, nous n'aurions pas eu besoin de créer un PARTI SOCIALISTE. Les Comités, Fronts et autres instruments de l'action de masse y aurait suffi. C'est le mérite de l'article de Poperen de poser clairement la question.

## Y a t il

### des couches d'avant-garde ?

Certaines formulations de Poperen me semblent toutefois mériter plus ample examen : le passage essentiel qui provoque mes inquiétudes est le suivant (que je ne détache pas arbitrairement de son contexte, mais qui me semble représenter le thème essentiel autour duquel s'articule l'analyse de Jean Poperen).

« De tels éléments (il s'agit d'un électorat de petits paysans de gauche des cantons agricoles de l'Indre-et-Loire) sont, dans le moment présent, portés vers nous par des réflexes étroitement « politiques » : leur perspective, sauf exception, n'est pas celle du Front Socialiste. Mais avons-nous choisi de ne travailler qu'avec des hommes et des femmes immédiatement accessibles à la politique de Front socialiste ? »...

«... Si nous rejetons tous ceux qui, dans ce pays, tiennent à quelque morceau du passé, nous risquons fort une délectable solitude. Le critère décisif n'est pas « l'ancien et le nouveau ». Il est la place dans le processus de production. Et les couches d'avant-garde ne sont pas « prédestinées ». Seront couches d'avant-garde, celles qui entreront le plus vite et iront le plus loin dans leur conflit avec les divers secteurs du capitalisme.

A nous de faire que... les luttes sociales ne s'enfoncent pas dans l'impasse conservatrice du poujadisme (de droite ou de gauche)... C'est affaire d'abord d'engagement de nos militants dans les organisations corporatives et coopérative. »

Il était jusqu'ici généralement admis que la chance politique du P.S.U., sa raison d'exister en tant que force apolitique indépendante — et non en tant que « tendance » ou « courant » au sein de l'un ou de l'autre des partis ouvriers traditionnels — c'était précisément l'entrée, dans la lutte sociale et politique d'éléments sociologiquement neufs de la population que les processus de développement du capitalisme moderne amenaient à une prise de conscience socialiste par d'autres voies que jadis. « Ces couches d'avant-garde » ne sont pas prédestinées magiquement à ce rôle : *elles sont pré-déterminées à la jouer parce que leur position dans les rapports de production les place en contact direct avec les formes les plus développées, les plus modernes du système capitaliste.* Les thèmes de lutte et d'action des partis ouvriers traditionnels n'étant pas adaptés, en raison même de leur implantation ancienne, à la lutte contre le néo-capitalisme, ne leur offrent aucune solution aux problèmes qu'elles se posent. La question n'est pas de rejeter quiconque ; elle est de bien situer quelles sont les forces qui peuvent formuler avec le plus de netteté aujourd'hui l'exigence d'une société nouvelle. Et c'est précisément parce que ces forces existent que l'influence du P.S.U., son rayonnement, dépassent largement ses capacités d'organisation. Il apparaît comme l'expression politique de couches sociales, d'organisations, d'hommes qu'il ne CONTROLE PAS, au sens stalinien du terme, mais qui, quels que soient les détours tactiques, les préventions, les hésitations sont amenées, à chaque option importante, à se retrouver à ses côtés, qu'il s'agisse de l'organisation de la lutte antifasciste ou des options en matière de politique économique : C'est en raison de cette situation objective que ce parti sans moyens matériels, sans bases locales, sans appuis financiers, SANS APPAREIL a pu, en deux ans, apparaître comme une force politique majeure dans la vie nationale. J'irai plus loin : c'est en raison de ce support sociologique qu'il a évité d'être disloqué par les forces centrifuges qui s'exerçaient en son sein du fait de ses origines qu'il a pu dégager une ligne politique cohérente, la ligne : du Front socialiste, à laquelle, *volens-nolens*, tous, les courants du Parti sont, amenés à se rattacher.

Quelle est cette ligne ? Quelles sont ces grandes idées-forces autour desquelles s'est constituée cette cohésion : je crois qu'on peut les caractériser négativement et positivement. Négativement : le P.S.U. refuse le faux dilemme « Réforme-Révolution » qui a, de longues années durant, figé la gauche française entre un parti « réformiste » qui n'a jamais fait de réformes (le gaullisme est plus « réformiste » que Guy Mollet) et un parti « révolutionnaire » qui n'envisage plus depuis fort longtemps de faire la révolution (toutes les révolutions de ces dernières années se sont faites SANS et souvent CONTRE

les partis staliniens, de l'Algérie à Cuba). Il se donne pour tâche d'utiliser toutes les contradictions du capitalisme moderne, celles découlant de la socialisation croissante des moyens de production étant les principales.

Positivement : en ce qu'il caractérise le socialisme comme une conquête réelle de la démocratie économique et non comme le passage pur et simple des moyens de production des mains du capitalisme privé à celles d'un Etat centralisé — que cet Etat soit dirigé par une technocratie économique ou par une bureaucratie politique.

Or, ces idées-forces ne sont pas le fait des seuls hommes et femmes engagés dans le P.S.U. Sous des formes plus ou moins avancées, on les retrouve dans les courants les plus dynamiques de la C.F.T.C., de la C.G.T., de F.O., de la F.E.N., de l'U.N.E.F., du C.N.J.A., du Club Jean Moulin, etc. Elles se fondent sur une prise de conscience POSITIVE de la réalité moderne, et non sur son refus douloureux. Comme telles, elles ne peuvent être que l'expression de couches sociales qui se sentent, *non pas rejetées par les développements techniques, mais au contraire portées par eux*, qui mettent en question le régime capitaliste ou *tel ou tel de ses aspects*, non parce qu'il impulse le progrès technique, **MAIS PARCE IL S'AVERE INCAPABLE DE LE POUSSER AU BOUT DE SES IMPLICATIONS SOCIALISTES ET ECONOMIQUES.**

Ce serait évidemment une politique de Gribouille que celle qui consisterait à « sélectionner » ces forces actives. Toutes les couches sociales productives sont concernées par l'évolution économique : le propre du capitalisme moderne étant précisément qu'il ne peut se payer le luxe de se créer des « réserves » non intégrées à l'activité économique, donc non exploitées par lui.

Ce n'est pas seulement « la nouvelle classe ouvrière » qui éprouve le besoin de gérer l'économie et l'exprime à travers ses organisations syndicales : c'est aussi cette fraction de plus en plus large de la classe ouvrière traditionnelle qui aspire à la rejoindre et à participer à son mode de vie : les ouvriers textiles des vallées alsaciennes évoluent vers le socialisme gestionnaire parce qu'ils ont comme modèle les jeunes mineurs techniciens de la potasse. Les ouvriers des chantiers navals de la Loire-Atlantique rejoignent les exigences des électroniciens de la Thomson-Houston parce qu'ils mettent en question l'instabilité chronique de cette industrie, l'archaïsme de ses structures, la capacité même de ce « patronat de droit divin » que sont les constructeurs navals à se lancer dans des entreprises mieux à même d'assurer la sécurité de l'emploi et l'expansion économique de la région.

De même, les « jeunes agriculteurs » qui poussent l'agriculture française vers des réformes

## L'ANCIEN ET LE NOUVEAU

de structure décisives — dont certaines, comme la réforme du droit foncier et la prise en charge des circuits de commercialisation et des établissements de transformation industrielle des produits agricoles par les producteurs, dépassent largement, par leur exemplarité, le domaine proprement agricole - sont-ils de plus en plus suivis — ou acceptés — par leur aînés. Et l'importance prise tant au sein des programmes que de l'appareil de la F.N.S.E.A. par des mots d'ordre et des hommes plus jeunes en est la preuve. Nous serions donc mal venus, nous, force politique seule en mesure d'exprimer ces courants réformateurs, de faire un tri entre « l'ancien et le nouveau » au niveau des hommes. Mais nous devons — plus que jamais — faire le TRI DES ARMES. C'est-à-dire que nous ne pouvons, en aucun cas, soutenir, comme le fait le P.C.F. — sans grand succès, notons-le — des

revendications dans ce qu'elles ont d'étriqué ou de réactionnaire. Mais pour amener tel ou tel groupe social à formuler en termes progressistes les revendications de ces couches, IL NOUS FAUDRA TOUJOURS NOUS APPUYER EN PRIORITE, SUR UNE AVANT-GARDE. L'expérience prouve qu'en fait, à partir du moment où nous ne nous contentons plus de « slogans socialistes ». « du pain et des roses » pour un jour lointain et hypothétique, mais où nous commençons de formuler, en termes presque techniques, ce qu'il faut faire et modifier pour passer du capitalisme organisé de 1962 à un socialisme adapté à notre développement. L'AVANT GARDE POLITIQUE SE RÉCRUTE DANS L'AVANT-GARDE TECHNIQUE ET SOCIOLOGIQUE.

**Serge Mallet**

**Tribune Socialiste N°103, 26 Mars 1962**